

A n'en pas douter, la dimension prise par les relations économiques entre la Chine et l'Afrique doublée surtout de sa portée stratégique, constituent l'un de ces signes de rupture, souvent avancés par les prospectivistes, à même de bousculer certains repères et nous projeter vers ce qui s'apparenterait à un nouvel ordre mondial. □ Une configuration de flux économiques majeurs où, pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les puissances occidentales ne sont pas parties prenantes.

Comment interpréter sinon cette histoire d'amour ou du moins cette convergence d'intérêts à forte amplitude qui s'écrit sous nos yeux entre la grande économie émergente de ce début du siècle et ce continent qui est de plus en plus présenté comme le nouvel eldorado de l'investissement mondial ?

Bien sûr le phénomène de l'implantation économique chinoise en Afrique n'est pas nouveau. Mais force est de constater qu'il a pris au cours des dix dernières années une dimension considérable sur le continent. Résolument décidé à poursuivre son développement et à peser davantage sur la scène internationale, Pékin aura fait des relations sino-africaines un axe majeur de sa projection dans le monde. Un tournant qui aura poussé nombre d'observateurs à parler désormais de *la Chinafrique*, vraisemblablement en écho à ce que fut aux lendemains des indépendances et jusqu'à encore très récemment la relation quasi-incestueuse entre la France et ses anciennes coloniales à travers la fort controversée

Françafrique.

Or, la Chine justement, est vierge de tout passé colonial en Afrique et n'hésite pas d'ailleurs à en faire un argument majeur dans son opération séduction en direction du continent. Non-ingérence, anti-impérialisme, coopération Sud-Sud, pacifisme, co-émergence, solidarité, sont justement les piliers de la rhétorique officielle chinoise en Afrique. A cela l'on serait tenté de rajouter loyauté et fidélité. Les chinois d'ailleurs ne se privent pas de rappeler que lorsqu'en 2000 le célèbre magazine anglais, *The Economist* titrait «

Africa, the hopeless continent

» exprimant ainsi un état d'esprit général qui prévalait en Europe à cette époque, Pékin lançait au cours de la même année le FOCAC, le forum sur la coopération Chine-Afrique. Organisée tous les 3 ans alternativement en Afrique et en Chine, cette importante plateforme qui réunit aujourd'hui près de 3000 décideurs politiques et économiques africains et chinois aura

constitué un véritable détonateur dans l'accroissement quasi-exponentiel des interactions sino-africaines.

Ceci-dit, mettons-nous tout de suite d'accord sur un point : les motivations chinoises en Afrique sont avant tout économiques. Il s'agissait à la fois de trouver des relais de croissance à une économie chinoise en plein boom mais aussi d'assurer l'approvisionnement en matières premières pour pérenniser justement cet essor économique, fruit des grands chantiers de réformes initiées par celui que les chinois considèrent comme le second Mao, Deng Xiaoping.

L'an dernier, les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine ont dépassé la barre des 200 milliards de dollars permettant à cette dernière de maintenir le désormais très envié statut de premier partenaire économique du continent qu'elle occupe depuis 2009 devant les USA. Près de 1600 entreprises chinoises sont aujourd'hui présentes en Afrique et exercent dans un nombre très varié de secteurs allant de l'agriculture à l'exploitation minière en passant par les manufactures et surtout les infrastructures.

Un dynamisme économique tous azimuts que les autorités chinoises auront eu l'intelligence d'inscrire dans un cadre de coopération global. Et cela ne va pas sans être accompagné de gestes politiques forts. Au nom des principes d'amitié et de solidarité, Pékin aura par exemple intégralement financé la construction du nouveau siège flambant neuf de l'Union Africaine à Addis Abeba. Dernier coup d'éclat : la Chine est le principal protagoniste du gigantesque projet d'infrastructures routières, ferroviaires et aériennes destiné à relier les capitales africaines et il est à parier qu'elle jouera un rôle tout aussi majeur dans l'autre grand chantier qui s'annonce autour de la question cruciale de l'électrification du continent.

Consciente de la multipolarité grandissante des acteurs en Afrique répartis entre grandes puissances (USA, France, Grande Bretagne) et nouveaux arrivants (Turquie, Brésil, Inde, Malaisie, Corée du Sud, les pays du Golfe...) et logiquement de la forte concurrence qui en découle, la Chine sait que pour conserver son nouveau statut, elle devra faire face aux difficultés liées à son activisme économique sur le continent. Les griefs à son encontre sont nombreux, en premier rang desquels le focus chinois parfois exclusif sur les matières premières du continent dans un contexte de perspective de transformation industrielle sur le continent encore balbutiante, alimentant les fantasmes autour de la prédation économique chinoise en Afrique. Sont également caution à débat les sujets relatifs à la résistance des entreprises publiques chinoises de procéder à des transferts de technologies en faveur des entreprises africaines, l'absence de création d'emplois par les investissements chinois, les répercussions liées au déversement des produits manufacturés chinois à bas prix sur les marchés africains, ou encore le non-respect des normes légales ou environnementales par les entreprises

chinoises en Afrique.

Lors des présidentielles en Zambie en 2011, la présence chinoise a constitué un enjeu de campagne du fait de l'émergence d'un sentiment « antichinois » au sein de la population.

Un dangereux précédent pour Pékin qui n'hésite plus depuis à sensibiliser via ses nombreux relais les gouvernements mais aussi les médias, organisations de la société civile ou encore centres de recherche sur les bienfondés de son action économique en Afrique et le caractère *wi n-win*

sensé la cimenter. Les dernières visites effectuées récemment sur le continent par le Président Xi Jinping (Tanzanie, Afrique du Sud et Congo Brazzaville) et son Premier Ministre Li Keqiang (Ethiopie, Nigeria, Angola et Kenya) sont interprétées comme des actes fondateurs de ce nouveau souffle que Pékin envisage de donner à ses relations avec l'Afrique.

Leur pérennisation ne pourra cependant se permettre à l'avenir l'économie de certains ajustements nécessaires comme le rééquilibrage (graduel) des échanges commerciaux pour instaurer les bases d'un réel rapport gagnant/gagnant, un meilleur respect des dispositions légales et celles liées à l'environnement ainsi qu'un effort mutuel pour mieux connaître la culture de l'autre.

Un désintéressement géopolitique appelé à évoluer

Si la doctrine chinoise strictement non-interventionniste a longtemps constitué l'un des fils directeurs fondamentaux de sa politique étrangère, le contexte de multipolarité des crises qui secoue la planète semble de moins en moins s'y prêter. La lutte contre le terrorisme est désormais une affaire mondiale, et la Chine est consciente qu'elle ne peut se permettre de rester à la marge, notamment au regard de son statut de grande puissance émergente.

La défense de ses intérêts économiques en Afrique ainsi que la sécurité de sa diaspora, forte de près de 2 millions de personnes sur le continent, poussent le débat vers l'éventualité d'une implication militaire.

Fin 2014, et pour la première fois de son histoire, la Chine a envoyé au Sud Soudan un bataillon d'infanterie de 700 soldats dans le cadre de la MINUSS. Officiellement pour « *s'engager dans le renforcement de la paix, dans notre, la protection des civils et des infrastructures importantes et enfin améliorer le processus de paix.*

»

De là à faire un lien avec les 5% des importations pétrolières de la Chine en provenance de ce pays, il n'y a qu'un pas...

Par Talal Salahdine, Directeur Stratégie de l'Institut Amadeus